

Édito

Brexit : le rebond après l'échec ?

Qu'un pays sorte de l'Union européenne est un échec pour tous, malgré les incontestables spécificités britanniques. Cela ajoute aux difficultés de l'Europe.

Pour la Grande-Bretagne d'abord. En voulant réunifier son parti, David Cameron a désuni son Royaume. Les Britanniques sont durablement divisés. Gibraltar, l'Irlande du Nord, l'Ecosse, la City constituent autant de problèmes brûlants difficiles à résoudre, sans compter les conséquences économiques et sociales de ce divorce purement politique.

Pour l'Union européenne ensuite. Du fait de l'indifférence des dirigeants nationaux, on la savait gérée au fil de l'eau depuis plus de vingt ans, ses politiques contestées, son fonctionnement critiqué, ses objectifs mis en doute. Aussitôt connus les résultats du référendum britannique, mille et une voix se sont élevées appelant à sa « re-fondation ». On peut se réjouir que les acteurs des scènes politiques nationales en Europe s'intéressent enfin de plus près à cette construction qui fait partie intégrante des problématiques nationales. Elle a besoin de l'adhésion des peuples qui dépend aussi de l'audace de leurs dirigeants et de la pertinence de leurs propositions. Espérons que les scrutins qui vont s'enchaîner sur le continent soient l'occasion d'exposer des projets concrets présentant des visions claires de l'engagement européen. A quoi sert-il et quels sont ses objectifs ? Resterons-nous l'un des tous premiers ensemble économique et démocratique du monde ? Comment s'y prend-on et avec qui ? Car c'est bien une peur du déclin dans le monde nouveau qui taraude les Européens. Ils doivent trouver des réponses.

Nous aurions dû avoir ces débats depuis longtemps et il faudra bien les trancher de la manière la plus démocratique qui soit, en conférant un mandat clair à de nouveaux dirigeants qui devront leur élection à une vision qui les engage. C'est la meilleure procédure pour redonner à la démocratie représentative toute sa justification et sa noblesse.

La Communauté européenne existait avant l'adhésion britannique en 1973, elle existe après son départ. Celui-ci doit être réglé dans la clarté, sans esprit de revanche ou de punition. Le Royaume-Uni demeure un allié européen important, mais en dehors de l'Union, dont il ne peut plus écrire les règles. Le continent doit poursuivre son chemin et montrer que son organisation, même s'il faut la réformer, n'est pas le cauchemar que décrivent certains. C'est d'abord aux dirigeants nationaux qu'il appartient maintenant d'en faire la preuve. ●



Jean-Dominique Giuliani
Président de la Fondation Robert Schuman